

PRÉFET DE LA REGION ILE-DE-FRANCE

Direction Régionale et Interdépartementale de
l'Environnement et de l'Énergie d'Île-de-France
Unité Territoriale de la Seine-Saint-Denis

Bobigny, le 18 août 2014

Affaire suivie par : Sophie LACHEREZ
sophie.lacherez@developpement-durable.gouv.fr
Tél. 01 48 96 90 85 Fax. 01 48 95 04 77

Référence : Dossier n° 93 R 37 00245A

Affaire : Demande d'autorisation temporaire d'exploiter
une ICPE déposée par EROLIS le 20 décembre 2013

Réf. S3IC : 65 17413

N°HELIOS : 28838

AVIS DE L'AUTORITE ENVIRONNEMENTALE

OBJET : Demande d'autorisation d'exploiter une installation classée pour la protection de l'environnement

PÉTITIONNAIRE : EROLIS

COMMUNE(S) : TREMBLAY-EN-FRANCE en Seine-Saint-Denis

REFERENCES :

Demande d'autorisation d'exploiter en date du 20 décembre 2013

Rapport de demande de compléments de l'inspection des installations classées du 19 mars 2014

Compléments à la demande d'autorisation d'exploiter transmis le 02 juillet 2014 et le 04 août 2014

Rapport de recevabilité de l'inspection des installations classées du 06 août 2014



Certificat FR015650-1
Champ de certification disponible sur :
www.driee.ile-de-france.developpement-durable.gouv.fr

1.1 Présentation

Le projet de la société EROLIS, filiale du groupe BARJANE, consiste en la création et l'exploitation d'un bâtiment logistique au niveau de la ZAC Sud Charles de Gaulle-Aérolians sur la commune de Tremblay-en-France (93). Autorisée très récemment, cette dernière occupera à terme une surface de 198 hectares auparavant dédiés à l'agriculture. Elle prévoit notamment la création de 850 000 m² de surfaces de planchers consacrées au développement économique. Dans le cadre de sa création et de sa réalisation, de nombreuses études ont été réalisées et les autorisations nécessaires à son aménagement ont été obtenues par l'aménageur (Agence Foncière et Technique de la Région Parisienne, AFTRP).

L'entrepôt EROLIS, d'un volume de 547 412 m³ (emprise au sol de 42 389 m²), sera destiné au stockage de biens manufacturés de l'industrie ou de la grande distribution. Il sera constitué de 8 cellules de stockage (d'une surface inférieure à 6 000 m²), de bureaux, de locaux techniques (chaufferie, local électrique, local sprinkler) et de 4 locaux de charge. Le projet prévoit également la création de voiries, de parkings et d'espaces verts.

L'effectif sera de 250 personnes environ sur l'ensemble du site, dont 50 personnes qui assureront les fonctions administratives. L'activité principale du site sera limitée à la manutention et à l'entreposage de produits finis, généralement emballés, sans opération de transformation : réception des produits, déchargement et rangement, reconditionnement, préparation de commande et expédition. L'entrepôt sera exploité 6 jours complets par semaine et le dimanche soir. Les rythmes d'activité seront les suivants :

- pour le personnel d'exploitation de l'entrepôt : 0h-24h
- pour le personnel administratif : en journée dans la plage horaire 7h-20h du lundi au vendredi

Le projet est concerné par une demande de permis de construire.

1.2 Description de l'environnement du projet

Le Plan Local d'Urbanisme (PLU) de la commune de Tremblay-en-France a été approuvé le 30 mai 2011. Selon celui-ci, le projet est situé dans une zone « 1 AUZ » (zone à urbaniser à court terme), une zone d'extension urbaine à vocation économique dont le règlement a été pris en compte par l'exploitant.

Le site présente un intérêt archéologique particulier, il est en effet localisé dans une zone archéologique sensible. L'exploitant précise que cet aspect a été pris en compte par l'aménageur à l'échelle de la ZAC. Il joint à son dossier les éléments attestant que la majeure partie de la zone d'études a fait l'objet d'une levée de contrainte archéologique par la Direction Régionale des Affaires Culturelles. Une petite partie de la zone d'études est toujours en cours de fouille, la levée de contrainte archéologique est prévue par l'aménageur pour le mois d'août 2014.

La commune de Tremblay-en-France présente également deux monuments historiques classés, l'église Saint-Médard et la Grange aux Dîmes, tous deux situés à plus de 5 km du site et non impactés par le projet.

Concernant le milieu naturel dans lequel s'inscrit le projet, l'exploitant relève la présence de plusieurs zones classées à proximité :

- deux ZNIEFF de type 1 : la « Prairie du parc départemental du Sausset » à 2,4 km du site et la « Zone humide de la Renardière au Fond Fortin » située à 5 km du site environ,
- deux ZNIEFF de type 2 : le « Parc départemental du Sausset » à 2,2 km du site et « l'Aéroport Charles de Gaulle » à environ 100 m au nord du site,
- une ZPS (réseau Natura 2000) à environ 2,4 km du site au niveau du Parc départemental du Sausset (FR 1112013).

L'exploitant précise que le projet n'est pas inclus dans un de ces périmètres.

L'étude d'impact recense les schémas, plan et documents suivants, opposables au projet :

- au niveau de l'affectation des sols : PLU, SDRIF
- au niveau de l'air : PPA Île-de-France, PRQA, PDU
- au niveau de l'eau : SDAGE, SAGE
- au niveau de la trame verte et bleue : SRCE

L'exploitant a conclu à la compatibilité du projet avec le PLU, le SDAGE, le SAGE et le SRCE. Les mesures du PPA impactant le projet ont été mises en évidence et discutées.

1.3 Implantation

La création de l'entrepôt est prévue au niveau de la nouvelle ZAC Sud Charles de Gaulle-Aérolians, située au Nord-Nord-Ouest de la commune de Tremblay-en-France (département de la Seine-Saint-Denis), sur le lot AN1b de celle-ci.

Le site sera bordé au nord par une « écharpe verte » et la route départementale 88, au sud par les voiries de la ZAC, à l'ouest par les autres lots et les voiries de la ZAC et enfin à l'est par le Talweg central de la ZAC.

Implanté sur une emprise de grande culture, il sera situé à l'écart de la population. Les premières habitations sont ainsi localisées à environ 990 m à l'est du site (Le Petit Tremblay).

En ce qui concerne les activités économiques à proximité, on peut relever la présence du nouveau centre commercial Aéroville à environ 1,6 km au nord-ouest du site et du circuit Carole à 1 km à l'ouest du site. On trouve également le Parc des Expositions à environ 900 m au sud-est du projet. Enfin, l'aéroport Charles de Gaulle est situé à environ 150 m au nord du futur entrepôt.

1.4 Nature et volume des activités

Les installations projetées relèvent du régime de l'autorisation prévu à l'article L 512-1 du code de l'environnement au titre des rubriques listées dans le tableau ci-dessous :

Rubriques	Alinéa	AS, A, D, NC*	Libellé de la rubrique (activité)	Volume autorisé
1510	1	A	Entrepôts couverts (stockage de matières, produits ou substances combustibles en quantité supérieure à 500 t dans des) à l'exclusion des dépôts utilisés au stockage de catégories de matières, produits ou substances relevant par ailleurs de la présente nomenclature, des bâtiments destinés exclusivement au remisage de véhicules à moteur et de leur remorque et des établissements recevant du public.	547 412 m ³ (pour 33 176 t)
1530	1	A	Papier, carton ou matériaux combustibles analogues y compris les produits finis conditionnés (dépôt de) à l'exception des établissements recevant du public.	182 471 m ³
1532	1	A	Bois ou matériaux combustibles analogues y compris les produits finis conditionnés et les produits ou déchets répondant à la définition de la biomasse et visés par la rubrique 2910-A, ne relevant pas de la rubrique 1531 (stockage de), à l'exception des établissements recevant du public.	182 471 m ³
2662	1	A	Polymères (matières plastiques, caoutchoucs, élastomères, résines et adhésifs synthétiques) (stockage de)	182 471 m ³
2663	1. a)	A	Pneumatiques et produits dont 50 % au moins de la masse totale unitaire est composée de polymères (matières plastiques, caoutchoucs, élastomères, résines et adhésifs synthétiques) (stockage de) 1. À l'état alvéolaire ou expansé tels que mousse de latex, de polyuréthane, de polystyrène, etc.	182 471 m ³

2663	2. a)	A	2. Dans les autres cas et pour les pneumatiques	182 471 m ³
1412	2. b)	DC	Gaz inflammables liquéfiés (stockage en réservoirs manufacturés de) , à l'exception de ceux visés explicitement par d'autres rubriques de la nomenclature : Les gaz sont maintenus liquéfiés à une température telle que la pression absolue de vapeur correspondante n'excède pas 1,5 bar (stockages réfrigérés ou cryogéniques) ou sous pression quelle que soit la température	25 t
2925		D	Accumulateurs (ateliers de charge d')	240kW
2910	A	NC	Combustion à l'exclusion des installations visées par les rubriques 2770 et 2771. A. Lorsque l'installation consomme exclusivement, seuls ou en mélange, du gaz naturel, des gaz de pétrole liquéfiés, du fioul domestique, du charbon, des fiouls lourds, de la biomasse telle que définie au a) ou au b)i) ou au b)iv) de la définition de biomasse, des produits connexes de scierie issus du b) v) de la définition de biomasse ou lorsque la biomasse est issue de déchets au sens de l'article L541-4-3 du code de l'environnement, à l'exclusion des installations visées par d'autres rubriques de la nomenclature pour lesquelles la combustion participe à la fusion, la cuisson ou au traitement, en mélange avec les gaz de combustion, des matières entrantes.	2MW
1131		NC	Toxiques (emploi ou stockage de substances et préparations) telles que définies à la rubrique 1000, à l'exclusion des substances et préparations visées explicitement ou par famille par d'autres rubriques de la nomenclature ainsi que du méthanol. 1. Substances et préparations solides. 2. Substances et préparations liquides.	500 kg
1172		NC	Dangereux pour l'environnement -A-, très toxiques pour les organismes aquatiques (stockage et emploi de substances ou préparations) telles que définies à la rubrique 1000 à l'exclusion de celles visées nominativement ou par famille par d'autres rubriques.	10 t
1200	2	NC	Combustibles (fabrication, emploi ou stockage de substances ou mélanges) telles que définies à la rubrique 1000 à l'exclusion des substances visées nominativement ou par famille par d'autres rubriques. 2. Emploi ou stockage.	1 t
1432		NC	Liquides inflammables (stockage en réservoirs manufacturés de).	5,040 m ³
1450	2	NC	Solides facilement inflammables à l'exclusion des substances visées explicitement par d'autres rubriques 2. Emploi ou stockage	25 kg
1611		NC	Acide chlorhydrique à plus de 20 % en poids d'acide, formique à plus de 50 %, nitrique à plus de 20 % mais à moins de 70 %, phosphorique à plus de 10 %, sulfurique à plus de 25 %, anhydride phosphorique (emploi ou stockage de)	25 t
1630	B	NC	Soude ou potasse caustique (fabrication industrielle, emploi ou stockage de lessives de) B. Emploi ou stockage de lessives de Le liquide renfermant plus de 20 % en poids d'hydroxyde de sodium ou de potassium.	50 t
2255		NC	Alcools de bouche d'origine agricole, eaux de vie et liqueurs (stockage des)	25 m ³

* Classement des installations : AS (autorisation avec servitude d'utilité publique), A (autorisation), D (déclaration), NC (non classé).

1.5 Enjeux

Le projet ne présente pas de fort enjeu lié à la nature de ses activités ou à sa situation dans son environnement.

Les points d'attention sont liés aux incidences générées par la création en elle-même de l'installation (imperméabilisation des sols, destruction d'habitats naturels) et à l'augmentation du trafic qu'elle va

général : ils concernent les rejets en eaux pluviales, le risque sanitaire lié aux émissions atmosphériques et les nuisances sonores.

2 ÉTUDE D'IMPACT

Pour faciliter la lecture, les observations et remarques de l'autorité environnementale formulées à l'égard du dossier figurent en italique.

L'étude d'impact a été réalisée par le Service Maîtrise des Risques HSE du Bureau d'étude VERITAS. Elle a été élaborée à partir de plusieurs études, dont les études d'impact de la création de la ZAC Sud Charles de Gaulle. Elle s'est donc en grande partie appuyée sur les études faites à l'échelle de la ZAC. Toutefois, les informations présentées sont parfois complétées par l'interprétation de documents (données, cartes, plans, mesures, etc) consultés auprès d'administrations et d'organismes tels que l'INSEE, la Direction Régionale et Interdépartementale de l'Environnement et de l'Aménagement, le Bureau de Recherche Géologique et Minière, l'Agence Régionale de Santé, la Direction de l'Eau et de l'Assainissement, le Conservatoire Botanique National du Bassin Parisien, etc.

2.1 Analyse de l'état initial du site et de son environnement

Faune – Flore

L'état initial du dossier étudie la situation de la zone d'études au regard des différents périmètres de protection réglementaires des équilibres écologiques existants (ZNIEFF, arrêtés de biotope, réserve naturelle, sites Natura 2000, zones humides d'importance internationale) et établit que la zone d'implantation du projet n'est pas concernée par ces zonages.

Toutefois, il apparaît que le site se situe à environ 2,4 km au Nord Est d'une zone de protection spéciale (ZPS), qui fait partie du réseau Natura 2000, et dont le classement est lié à la présence d'espèces d'oiseaux menacées.

La zone d'études est également concernée par plusieurs « enveloppes d'alerte zones humides » de classe 3 (forte probabilité de présence d'une zone humide) et par une « enveloppe d'alerte zones humides » de classe 2 (zone dont le caractère humide ne présente pas de doute, mais dont la méthode de délimitation diffère de celle de l'arrêté). Selon le dossier, une des études menées à l'échelle de la ZAC par AIRELE démontre que le sol de la zone d'études n'est pas caractéristique d'une zone humide au regard de l'arrêté du 24 juin 2008. *Au vu des enjeux liés aux zones humides, cette étude aurait mérité d'être clairement identifiée et jointe au dossier.*

Les inventaires de terrain n'ont pas été réalisés à l'échelle du projet, ce sont les études menées à l'échelle de la ZAC qui ont été reprises. Les études suivantes sont citées dans le dossier :

- Étude de diagnostic et de revalorisation du ru du Sausset, CONFLUENCE, 2002 : *citée mais non exploitée dans le dossier.*
- Étude d'impact, BETURE, 1997 : *citée mais non exploitée dans le dossier.*
- Recensement faune/flore, ECOSPHERE, 2008 : *exploitée en ce qui concerne la flore et les habitats naturels de la zone d'implantation du projet. Les relevés floristiques mentionnés dans cette étude ont été réalisés au mois de mars, ce qui n'est pas la période idéale pour l'identification des espèces végétales.*
- Recensement faune, AIRELE 2009 : *exploitée en ce qui concerne la description de la faune potentiellement présente sur le site.*
- Étude écologique approfondie, AIRELE, 2012 : *exploitée, en complément du recensement effectué par ECOSPHERE en 2008, pour sa cartographie des milieux naturels et ses relevés floristiques. L'inventaire réalisé dans le cadre de cette étude a été mené au printemps, les espèces estivales n'ont donc pas pu être identifiées.*

La flore du site est décrite comme caractéristique des chemins agricoles, des parcelles en friches ou en jachère et des bords des chemins. Les espèces identifiées par les études ECOSPHERE et AIRELE sont communes et bien représentées en Île-de-France. *Néanmoins, trois espèces végétales patrimoniales sont répertoriées par le Conservatoire Botanique National du Bassin Parisien dans la*

commune de Tremblay-en-France, mais celles-ci sont écartées du dossier au vu de « leurs exigences écologiques », une affirmation qui aurait pu être étayée par des arguments concrets.

Les potentialités de différents groupes faunistiques ont également été étudiées (Odonates, Lépidoptères / Rhopalocères, amphibiens, reptiles, oiseaux, mammifères) et des espèces protégées ou d'intérêt patrimonial ont été identifiées à l'échelle de la ZAC. On citera ainsi l'Alouette des champs, la Bergeronnette printanière, le Bruant proyer, l'Hirondelle rustique, le Faucon crécerelle ou encore le Pic vert en ce qui concerne les oiseaux. La pipistrelle commune (chauves-souris) est également potentiellement présente dans le secteur de la ZAC. *À ce stade de l'étude il aurait été utile de rappeler que le secteur représenté par la ZAC couvre 198 ha alors que le projet EROLIS ne s'étend que sur 4,24 ha environ.* À l'échelle du projet EROLIS, le dossier précise que le site ne représente pas un secteur favorisant la présence ou le passage de la faune. *L'apport d'éléments de cartographie à cette affirmation aurait notablement amélioré la qualité de cette conclusion peu étayée.*

En conclusion, l'étude de la faune et de la flore, basée sur l'assemblage de différentes études et relevés réalisés à l'échelle de la ZAC, aurait pu faire l'objet d'un complément d'investigations ciblant plus particulièrement le futur périmètre exploité par EROLIS, notamment en ce qui concerne les espèces d'oiseaux patrimoniales potentiellement présentes sur le site du projet.

Toutefois, considérant que la ZAC, et donc le site d'études EROLIS, ne présentent qu'un intérêt limité en termes de diversité faunistique et floristique, que les études utilisées sont malgré tout nombreuses et qu'elles n'ont pas fait l'objet de remarques dans l'avis de l'autorité environnementale établi précédemment dans le cadre du dossier de réalisation de la ZAC, l'état initial faune/flore peut être jugé satisfaisant.

Risques naturels

Le pétitionnaire a envisagé les huit risques majeurs d'origine naturelle (inondation, séisme, éruptions volcaniques, mouvement de terrain, avalanches, feux de forêt, cyclones et tempêtes) et a établi par une étude cartographique que le site d'études était concerné par un faible aléa retrait-gonflement des argiles et un faible aléa inondation par remontée de nappes.

Sol

Les sols du secteur d'études de la ZAC sont définis comme souvent argileux et peu perméables dans l'ensemble. *La conclusion établissant que cette affirmation est également valable pour la partie concernant EROLIS n'est pas clairement mentionnée mais implicite.*

L'étude de la pollution du sol est décrite comme basée sur celle réalisée en 2009 pour l'ensemble de la ZAC par GEOTECH. *Elle ne fait pas l'objet d'une analyse à l'échelle du projet EROLIS et sa conclusion n'est pas cohérente avec celle de l'étude GEOTECH, laquelle recommande la réalisation d'analyses sur le site de la ZAC pour écarter les pollutions potentielles identifiées. Malgré la mauvaise exploitation de l'étude GEOTECH et une conclusion pouvant prêter à confusion pour le lecteur, il convient de rappeler que la pollution des sols ne présente pas un enjeu important pour le projet EROLIS en matière de risques sanitaires (usage non sensible) et que l'étude GEOTECH ne met pas en évidence sur le périmètre de la ZAC de risques de pollution majeure, susceptible de compromettre le projet EROLIS.*

Eaux souterraines et superficielles

Le dossier se base sur l'étude d'impact de la ZAC pour établir que la zone d'études ne présente pas de captage d'eau potable et qu'elle n'est pas concernée par un périmètre de protection de captage d'eau potable.

Le dossier identifie, à l'Est du site, la présence de l'un des derniers cours d'eau circulant à ciel ouvert de la Seine-Saint-Denis : le ru du Sausset. Ce ru est alimenté par les eaux de ruissellement du site d'études, entre autres.

Air

Dans la zone considérée, la pollution de l'air est identifiée dans le dossier comme provenant principalement de la circulation automobile et des installations de chauffage urbaines et industrielles. Le dossier précise qu'il n'y a pas d'odeur particulière aux alentours du terrain d'implantation du projet.

Bruit

Les principales sources de bruit relevées par le dossier sont :

- La circulation automobile de la RD40 et du périphérique de l'aéroport : niveau sonore relevé au niveau des infrastructures compris entre 65 et 70 dBa, et entre 55 et 60 dBa en périphérie ;
- Le circuit de motos Carole (situé à 1 km à l'ouest du site) : niveau sonore au niveau du circuit compris entre 55 et 70 dBa environ ;
- L'aéroport Charles de Gaulle (situé à 150 m au nord du site) : le projet EROLIS se situe dans une zone soumise à une exposition au bruit comprise entre 50 et 56 dBa.

Il apparaît donc que le projet se situe dans un environnement bruyant.

Installations et populations sensibles

L'exploitation de cartes disponibles sur internet a permis d'identifier trois établissements recevant du public dans l'environnement immédiat du projet : le centre commercial Aéroville (1,6 km au nord-ouest du site), le circuit Carole (1 km à l'ouest du site) et le parc des expositions (900 m au sud est du site).

La consultation de la base de données des installations classées pour la protection de l'environnement a permis de recenser trois installations classées à proximité de la zone d'étude. Deux d'entre elles sont classées pour le stockage de matières combustibles en entrepôt et la dernière pour le stockage d'aérosols.

Voies de communication

Les principaux axes routiers proches de la zone d'études sont la route départementale D40 (120 m au sud du site), la route départementale D88 (65 m au nord du site) et l'autoroute A104 (2,5 km au sud du site). Les axes routiers qui permettront d'accéder au site seront constitués des futures routes de desserte de la ZAC. *Un plan de ces accès, qui sont a priori déjà prévus par la ZAC et donc connus, aurait amélioré la qualité de cette partie.*

La voie ferrée la plus proche concerne la ligne RER B située à 900 m à l'ouest du site.

Le site se situe à moins de 1 km de l'aéroport Charles de Gaulle, mais à plus de 2 km de la piste de décollage / atterrissage la plus proche.

La description de l'état initial du site est relativement complète et les informations appropriées. On y trouve les rubriques nécessaires à une bonne présentation de l'environnement géographique, naturel et anthropique, ce qui permet de situer le projet dans son contexte.

On notera tout de même que le travail d'exploitation des anciennes études menées dans le cadre du dossier de réalisation de la ZAC aurait pu être amélioré par la réalisation de nouvelles études complémentaires, déclinées à l'échelle du projet.

2.2 Évaluation des impacts et mesures compensatoires

Faune / Flore

Pour intégrer au mieux le site dans son environnement, l'implantation du site EROLIS s'inscrira dans un concept paysager cohérent avec le PLU, le cahier des charges de l'aménageur, les objectifs environnementaux du groupe BARJANE et les exigences du référentiel HQE. Les espaces verts du site représenteront ainsi une superficie d'environ 23 900 m², soit environ 24 % de la superficie totale de la parcelle, et présenteront quatre types de structures paysagères différentes avec des fonctions

écologiques complémentaires : bosquets du parking, futaies, noues paysagères, bosquets intérieurs. *La description de ces éléments en détail et de leurs fonctions écologiques aurait notablement éclairé le dossier.*

En ce qui concerne l'impact du site sur la Zone de Protection Spéciale (ZPS) citée précédemment, le dossier mentionne une étude d'évaluation des incidences du projet de création de ZAC sur les zones Natura 2000 réalisée en 2012 pour justifier que le projet n'aura aucun impact sur les espèces d'oiseaux concernées. *Une appropriation plus poussée de cette étude, ou sa mise à disposition dans les annexes du dossier, aurait notablement amélioré la qualité de cette conclusion, difficile à évaluer en l'absence d'un minimum d'éléments d'analyses pour l'étayer.*

Plusieurs espèces d'oiseaux patrimoniales ont été identifiées comme potentiellement présentes sur le site, la création du projet pourra donc avoir des conséquences sur ces espèces et leurs habitats. Pour compenser ces effets, le dossier explique que l'aménageur a mis en place un dispositif très complet de mesures de suppression et de réduction des impacts pour chaque groupe d'espèces, sans pour autant donner plus d'information à ce sujet. *Une évaluation plus précise des impacts du projet sur ces espèces ainsi que le détail des mesures prévues par l'aménageur auraient permis de voir de façon concrète comment le projet compte limiter ses effets sur son environnement.*

Malgré le manque d'informations à l'échelle du site d'implantation dans cette partie, les nombreuses études réalisées à l'échelle de la ZAC laissent à penser que tous les impacts ont été évalués et que ceux-ci seront pris en compte par l'aménageur. De plus, il a été montré que les activités du site, de par leur nature, n'entraîneraient pas de modification de l'équilibre écologique de la zone d'études.

Sol

Le risque de pollution des sols est limité et maîtrisé du fait de l'absence d'activité polluante sur le site et des mesures de prévention mises en place pour éviter les pollutions accidentelles (rétentions, imperméabilité des sols, etc.).

Eaux souterraines et superficielles

La consommation en eau du site se limitera à un usage domestique (fontaines d'eau, installations sanitaires, entretien, etc) et à l'alimentation des dispositifs de protection incendie.

Les rejets en eaux seront de deux ordres : eaux usées d'origine domestique et eaux pluviales récupérées sur les surfaces imperméabilisées. Les eaux usées seront dirigées vers la station d'épuration d'Achères, qui a la capacité suffisante pour traiter les effluents issus du projet. En ce qui concerne les eaux pluviales, on distingue :

- les eaux de voiries, qui sont potentiellement chargées en matières en suspension et en hydrocarbures : celles-ci seront traitées par un séparateur d'hydrocarbures puis rejetées dans des noues paysagères en limite Est du terrain ;
- les eaux de toitures, qui ne sont a priori pas polluées : celles-ci seront directement acheminées vers les noues paysagères.

Les noues paysagères aboutiront à un bassin de rétention suffisamment dimensionné. Les eaux de pluies seront ensuite rejetées dans le réseau d'eaux pluviales de la ZAC puis déversées dans le ru du Sausset. Le projet EROLIS entraînera donc une augmentation des volumes d'eau de ruissellement et augmentera le risque de débordement du ru en aval de la zone. Pour limiter l'impact sur le ru du Sausset et limiter le risque d'inondation, il est prévu la mise en place, en sortie des noues paysagères, d'un limiteur de débit et d'un clapet anti refoulement qui permettront de rejeter les eaux pluviales avec un débit régulé de 10l/s/ha vers le talweg de la ZAC, comme prévu dans le cahier des charges de la ZAC. L'impact du site sur la qualité des eaux du ru a également été envisagé et considéré comme nul.

Concernant le risque accidentel de pollution des eaux, plusieurs scénarios ont été pris en compte et les mesures d'entretien et de rétention appropriées ont été prises pour supprimer ou limiter les risques identifiés.

Voies de communication

Le dossier affirme que le trafic induit par le site n'aura qu'un impact faible sur les routes avoisinantes, même si l'accroissement du trafic poids lourds calculé pour la RD40 (au sud du site) est de l'ordre de 64 %.

Il est également mentionné que l'aménageur de la ZAC a anticipé cet accroissement par la prévision de travaux d'aménagements. Ceux-ci sont décrits succinctement dans le dossier. *Cependant, il est important de noter que la description des mesures mises en œuvres pour éviter, réduire ou compenser l'impact du projet de la ZAC sur les transports avait été jugée insuffisante dans l'avis de l'autorité environnementale établi précédemment dans le cadre du dossier de réalisation de la ZAC, notamment en ce qui concernait la proposition de modes de transports alternatifs (transports en commun, modes doux), pour laquelle le manque d'informations (décisions des collectivités sur le sujet, etc) amenait à douter de sa mise en place concrète.*

Au sujet de l'impact du trafic induit sur l'environnement et la santé, le dossier précise que les effets directs seront principalement les émissions dans l'air et les émissions sonores.

Air

Les activités du site ne génèrent pas directement d'émissions atmosphériques.

Les émissions liées au site sont principalement dues à la charge des accumulateurs, aux installations de combustion (chaufferie) et au trafic routier induit par le site (véhicules légers et poids lourds). Elles ont été estimées pour ces trois causes et des dispositions ont été prises pour les réduire : faible puissance de l'installation de combustion, type de combustible utilisé, arrêt des moteurs au cours des phases de chargement/déchargement, etc.

Bruit

L'activité n'est pas de nature bruyante. Néanmoins, le trafic engendré par l'activité, les opérations de manutention par les chariots élévateurs, les livraisons et manutentions de bennes à déchets et le fonctionnement de la chaufferie généreront du bruit.

Une campagne de mesures de bruit aux abords de la future zone d'implantation a été réalisée du 29 au 30 octobre 2013, sur une durée d'observation de 24h environ. Les mesures montrent :

- que le niveau moyen de bruit résiduel diurne varie selon les points de mesures de 59,6 à 60,7 dBa,
- que le niveau moyen de bruit résiduel nocturne varie selon les points de mesures de 57,2 à 58,5 dBa.

Les points de mesures sont situés en limite de propriété du futur entrepôt. Dans la réglementation, les valeurs maximales à respecter en limite de propriété sont les suivantes : 70 dBa en journée et 60 dBa la nuit, le dimanche et les jours fériés. De plus, l'émergence (différence entre le bruit résiduel et le bruit ambiant, comportant le bruit de l'installation) maximale autorisée par la réglementation dans les zones réglementées est de 5 dBa en période diurne et de 3 dBa en période nocturne.

Pour vérifier que les valeurs réglementaires seront respectées, le dossier aurait pu proposer la réalisation d'une nouvelle mesure après la mise en exploitation de l'installation.

Santé

Dans cette partie, seul le risque chronique est envisagé, le risque accidentel étant évalué dans l'étude de dangers.

L'évaluation du risque présentée se réfère aux guides de l'Institut National de l'Environnement industriel et des RISques et de l'Institut National de Veille Sanitaire, et comporte plusieurs étapes :

- Identification du potentiel dangereux pour l'homme des substances émises par le projet.
- Recensement et choix des valeurs toxicologiques de référence et des valeurs guides pour chaque substance.
- Estimation de l'exposition des populations.

- Caractérisation du risque.

L'étude aborde brièvement les effets sur la santé du bruit induit par l'installation, des déchets générés et des rejets aqueux et atmosphériques. Puis, elle expose plus en détail les effets induits par les gaz d'échappements, et conclut que l'exposition des populations ne sera pas significativement impactée par le projet.

Phase travaux

Le dossier mentionne que la réalisation du chantier du projet sera à l'origine d'une modification des espaces existants, mais que compte tenu des dispositions prises, son impact sera négligeable sur la faune et la flore. *Cependant, il n'apparaît pas dans le dossier que des dispositions seront spécifiquement mises en œuvre à l'échelle du projet pour limiter l'impact de la phase travaux sur la faune et la flore. Une description de celles-ci aurait donc été appropriée.*

Les autres effets sur la santé et l'environnement liés au chantier ont été évalués et des mesures seront prises pour en supprimer, limiter ou compenser les conséquences, notamment à travers la mise en place d'une charte « chantier vert ».

Remise en état du site

Dans le cas d'une cessation d'activité, le projet prévoit une réutilisation du terrain pour usage d'activités économiques et tertiaires, soit l'usage prévu par la ZAC.

L'étude traite des principaux impacts réels ou potentiels liés à l'exploitation de l'installation et propose des mesures de prévention et de protection adaptées pour réduire les effets de l'installation sur l'environnement du site.

On relèvera tout de même que le projet s'appuie à plusieurs reprises sur des mesures prévues à l'échelle de la ZAC, sans toutefois en détailler le contenu.

3 ÉTUDE DES DANGERS

L'étude de dangers a été établie en septembre 2013, elle est le résultat de la collaboration entre EROLIS et BUREAU VERITAS.

3.1 Identification et caractérisation des potentiels de dangers et de leurs conséquences

Méthodologie

L'étude de danger a été réalisée sur la base des documents de référence suivants :

- l'arrêté ministériel du 29 septembre 2005 relatif à l'évaluation et à la prise en compte de la probabilité d'occurrence, de la cinétique, de l'intensité des effets et de la gravité des conséquences des accidents potentiels dans les études de dangers des installations classées soumises à autorisation,
- les guides techniques de l'Institut National de l'Environnement industriel et des RISques en matière de protection de l'environnement et de maîtrise des risques industriels.

Elle s'appuie en particulier sur l'analyse des retours d'expérience des accidents déjà survenus, l'analyse du fonctionnement des installations et sur une série d'échanges ayant eu lieu avec l'architecte, le constructeur et les futurs exploitants.

Le dossier présente les potentiels de dangers de l'activité, en lien avec son environnement proche. Il propose une analyse de leurs causes, effets et conséquences et évalue la gravité, la probabilité et la cinétique de chaque scénario accidentel. Le dossier décrit également l'organisation des moyens d'intervention et les mesures mises en place pour réduire les risques retenus.

La méthode d'analyse des risques utilisée est une méthode inductive qui s'inspire de l'Analyse Préliminaire des Risques (APR) et de l'Analyse des Modes de Défaillances, de leurs Effets et de leur Criticité (AMDEC).

Cette méthodologie présentant initialement des faiblesses et des résultats incohérents, l'étude de dangers a dû faire l'objet de modifications pour être recevable, celles-ci ont été transmises à l'inspection des installations classées le 04 août 2014.

Potentiels de dangers recensés

Les sources de danger font l'objet d'un large balayage (éléments internes et externes) et les potentiels de dangers sont clairement identifiés et décrits. Les niveaux de probabilité et de gravité initiaux sont évalués sur la base des retours d'expérience (accidents survenus sur des installations similaires). Les niveaux de probabilité et de gravité finaux sont déterminés en tenant compte des performances et du niveau de confiance des barrières de prévention et de protection mises en place sur le site.

Analyse

Suite à la caractérisation des potentiels de dangers, il apparaît que l'incendie d'une cellule de stockage présente un risque initial élevé. Ce scénario fait donc l'objet d'une analyse approfondie. Les conséquences d'un tel scénario sont multiples : effets thermiques, dégagement de fumées toxiques et pollution des sols et/ou des eaux par les eaux d'extinction.

Concernant les effets thermiques, les modélisations montrent que les barrières de protection sont suffisantes pour contenir les flux thermiques des cellules 1 à 7 dans les distances réglementaires. Néanmoins, des flux thermiques de 3 kW/m² et de 5 kW/m² (seuil des premiers effets létaux) sortent des limites de propriété à l'Ouest de la cellule 8. Pour contenir le flux de 5 kW/m² à l'intérieur du site, le contenu de la cellule 8 sera limité à la rubrique 1510.

L'évaluation de la toxicité et de la dispersion des fumées issues de la combustion des produits stockés sur le site a montré que les seuils des effets toxiques irréversibles et létaux étaient atteints dans le panache à une hauteur comprise entre 15 et 30 m et jusqu'à une distance de 80 m autour de la cellule en feu. Au vu de l'environnement du site (zone vouée à recevoir uniquement des entrepôts logistiques de faible hauteur), l'impact des fumées sera donc limité. En revanche, les fumées pourront avoir un impact sur la visibilité des voies de circulation situées au nord et au sud du site.

En ce qui concerne les eaux d'extinction incendie, les mesures de rétention prévues sont suffisamment dimensionnées pour éviter une pollution accidentelle.

L'analyse des dangers est en relation avec l'importance des risques engendrés par l'installation, compte tenu de son environnement et de la vulnérabilité des intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 du Code de l'Environnement.
--

3.2 Réduction du risque

Le pétitionnaire a proposé des mesures de prévention et de protection permettant de réduire la probabilité d'occurrence des phénomènes dangereux.

Incendie et explosion

Pour limiter la probabilité d'occurrence d'un incendie et donc d'un dégagement de fumées noires et/ou toxiques, les opérateurs de surveillance recevront une formation spécifique et des règles seront établies pour maîtriser les sources d'ignition (interdiction de feu nu, installations électriques contrôlées périodiquement, etc).

Pour en réduire la gravité en cas d'occurrence, des dispositions constructives seront mises en place (séparation des cellules du bâtiment par des murs béton coupe-feu deux ou quatre heures, ossature principale stable au feu pendant une heure, etc), complétées par l'installation d'un système d'extinction automatique.

Le risque d'explosion sera limité par le respect des règles de stockage, la ventilation des locaux et la maintenance préventive des chaudières.

Pollution accidentelle

Le risque de pollution accidentelle par les eaux d'extinction incendie sera limité par la mise en place d'une vanne de barrage et de zones de rétention.

Les eaux de ruissellement susceptibles d'être polluées seront collectées et traitées dans un séparateur d'hydrocarbures avant d'être envoyées dans le réseau des eaux pluviales du site.

Les produits dangereux seront stockés sur des rétentions correctement dimensionnées, et une maintenance préventive sera réalisée pour éviter tout déversement.

Accidents corporels

Le risque d'accidents corporels (collision, de véhicules, incendie de camion, etc) sera limité par la mise en place d'une clôture autour du site, d'un contrôle des entrées, d'une limitation de vitesse aux abords du site et d'un protocole de chargement/déchargement des camions.

Effets domino

Pour éviter un effet domino, les bâtiments voisins respecteront une distance d'éloignement de plus de 20 m avec les limites de propriété du site.

Le pétitionnaire a proposé des mesures de prévention et de protection permettant de réduire la probabilité d'occurrence des phénomènes dangereux et de limiter les distances d'effet de ces phénomènes dangereux par la mise en œuvre de mesures de maîtrise des risques.

4 RÉSUMÉ NON-TECHNIQUE

Le résumé non technique de l'étude d'impact est suffisamment clair pour en permettre la lecture et la compréhension par un public non averti.

Le résumé non technique de l'étude de dangers nécessitait une mise à jour pour être lisible par des lecteurs non avertis. Celle-ci a été réalisée par l'exploitant et transmise à l'inspection des installations classées le 04 août 2014.

5 AVIS DE L'AGENCE RÉGIONALE DE SANTÉ

La contribution de l'Agence Régionale de Santé (ARS) à l'élaboration de l'avis de l'autorité environnementale a été sollicitée le 09 janvier 2014.

L'ARS a rendu un avis favorable en date du 04 février 2014, sous réserve de la prise en compte de ses remarques. Celles-ci ont donc été intégrées dans le présent avis et dans la demande de compléments formulée à l'exploitant le 19 mars 2014. La version complétée et modifiée du dossier a été déposée le 02 juillet 2014 par l'exploitant et les compléments apportés ont permis d'éclaircir les points soulevés par l'ARS.

6 CONCLUSION

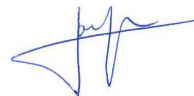
Ce projet, qui s'implante sur un terrain agricole, s'inscrit dans le cadre d'une ZAC pour laquelle de nombreuses études ont été réalisées. Même si l'autorité environnementale ne peut que regretter que le pétitionnaire ne se soit pas mieux approprié ces études, qui auraient pu être déclinées à l'échelle du projet, il apparaît, au vu de la nature de l'activité projetée et du contexte général du projet, que les enjeux liés à ce dernier soient limités.

En conclusion, et au vu de l'analyse menée par le pétitionnaire dans son dossier de demande d'autorisation d'exploiter (étude d'impact et étude de dangers), l'autorité environnementale considère que :

- l'examen des effets du projet sur l'environnement,
- la justification du projet quant à la prise en compte des objectifs de protection de l'environnement,
- la définition des mesures de suppression et de réduction des incidences du projet sur l'environnement,

sont représentatifs du projet et en relation avec l'importance des risques engendrés par le projet.

Pour le Préfet de la région Île-de-France,
et par délégation,
pour le directeur régional et interdépartemental de
l'environnement et de l'énergie (DRIEE),
empêché, par délégation,
le chef du Service Prévention des Risques et des
Nuisances (SPRN)



Benoît JOURJON